

*Un bilan de l'histoire des relations diplomatiques roumano-bulgares**

Constantin Iordan

*P*our un historien des temps modernes, plus de 12 décennies représentent une période suffisante pour des réflexions. L'histoire des rapports diplomatiques roumano-bulgares permet aussi des évaluations, même le déchiffrement de certaines leçons. Il s'agit de deux États voisins avec une destinée extrêmement agitée après le traité de Berlin (1878), avec des conséquences et des implications relativement différentes pour l'avenir de ces deux sociétés engagées dans l'effort de l'achèvement des aspirations d'indépendance et d'unité nationale. D'une manière ou d'une autre, tous les États-pivot, les élites politiques, militaires et intellectuelles des peuples du Sud-Est européen poursuivaient le même objectif: l'union des conationaux se trouvant sous des dominations étrangères. Les lignes générales des programmes nationaux avaient été élaborées pendant le XIXe siècle. Nous ne commentons pas ici leur justesse puisque les auteurs – connus ou anonymes – ont toujours invoqué nombre d'arguments – aussi d'ordre historique et pas en dernier lieu – considérés incontestables. Au nom de «l'idéal/intérêt national», certains d'entre eux-ci sont véhiculés même aujourd'hui.

On peut cependant constater qu'aucun programme national maximal de ce microcosme sous-continentale n'a jamais été intégralement réalisé ou, lorsqu'il fut achevé

dans ses buts majeurs, il n'a pas résisté aux défis du temps. Les causes ont été et restent sans nombre, toujours une synthèse, dans des proportions variables, des facteurs intérieurs et extérieurs.

Il est certain que la lutte pour l'accomplissement des programmes nationaux et la sauvegarde de l'identité ethnique et culturelle a engendré des solidarités, mais aussi des adversités. Celles-ci ont été occasionnelles ou de longue durée. Les voisinages directs ont été un terrain favorable d'affirmation tant des affinités que de la méfiance. Et pourtant, il y a eu toujours des exhortations, des stimulants, de l'assistance, dans un sens ou l'autre, du dehors de la zone. Celles-ci ont joué un rôle pas du tout négligeable dans la réorientation temporaire ou durable de la politique étrangère des États du Sud-Est européen après 1878, soit qu'il s'agissait des Empires environnants ou des Grandes Puissances occidentales jusqu'en 1918, soit des dernières et des États limitrophes pendant l'entre-deux-guerres, soit de l'Axe et des Alliés durant la deuxième guerre mondiale, soit des anciens Alliés après 1945, soit, enfin, de l'OTAN et du Traité de Varsovie dès les années '50. L'armistice enregistré dans la confrontation d'entre les deux blocs par la signature des accords de Helsinki (1975) a eu une vie relativement brève. La crise du système communiste du Centre, Est et Sud-Est européen, accélérée

* Une première version de ce texte a été présentée à la Session festive sur le thème «120 ans de relations diplomatiques roumano-bulgares», organisée à la fin des travaux de la Commission mixte roumano-bulgare d'histoire de l'Académie Roumaine - Bucarest, les 31 mai-3 juin 1999.

d'une manière indirecte par la nouvelle politique soviétique promue par Gorbatchev, qui voulait seulement sa réformation, a eu une issue moins prévisible pour le leader soviétique. Les changements politiques radicaux des années 1989-1991 ont donné à ce monde une apparence qui n'entraîne pas dans les projets de Moscou. La chute du Mur de Berlin, l'unification de l'Allemagne, le démembrement de l'URSS et la dissolution du Traité de Varsovie, la transition vers la démocratie, le pluralisme et l'économie du marché dans les pays de l'ancien bloc communiste ont mis en évidence la victoire de l'Occident dans la « guerre froide », annoncée par Churchill à Fulton, en 1946. Ébranlée par de forts séismes intérieurs, la Russie n'a plus eu le prestige et l'autorité de l'ex-Union Soviétique, même si elle est restée un important partenaire de dialogue de l'Occident dans les affaires européennes. L'OTAN, l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération Européenne, d'une part, Le Fonds Monétaire International, La Banque Mondiale, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, d'autre part, sont devenus d'importants centres de pouvoir et d'influence sur le continent, même si l'idée d'assumer ces responsabilités n'a pas eu partout un accueil enthousiaste: nous envisageons, entre autres, les réactions de certaines forces politiques et même des États envers l'idée de l'élargissement de l'OTAN.

La réunification allemande, l'autodétermination des anciennes Républiques soviétiques, la séparation pacifique des Tchèques et des Slovaques, mais aussi les violences qui ont accompagné le démembrement de la première fédération yougoslave ont ramené dans l'attention des milieux politiques et diplomatiques, de la société civile et de l'opinion publique internationale les problèmes nationaux et les droits des minorités. Les évolutions de l'espace yougoslave et de l'Albanie après 1991, plus récemment aussi dans la Macédoine, sont devenues, malheureusement, pas seulement un objet d'étude pour les analystes de divers domaines et des sujets pour les journalistes, mais aussi un terrain des interventions directes ou indirectes des autres

États, des organismes internationaux et des alliances politiques et militaires comme l'Union Européenne, l'Union de l'Europe Occidentale et surtout l'OTAN. Les dimensions et les implications de la crise de Kosovo, de la guerre aérienne de l'OTAN contre la dernière Yougoslavie (Serbie et Monténégro), des conflits ethniques de la République de Macédoine mettent en lumière la gravité et la complexité des problèmes nationaux de la région. Pour leur compréhension et pour trouver des solutions durables, un recours à l'histoire plus proche ou plus ancienne et, évidemment, à ses leçons est inévitable, même si certains facteurs de décision ne paraissent pas partager cette opinion.

Se trouvant dans le voisinage de la zone du conflit, la Roumanie et la Bulgarie ont l'obligation de ne pas ignorer le passé de cet espace, l'une des composantes étant l'histoire de ces 12 décennies des relations diplomatiques bilatérales. Leur évolution a été déterminée, influencée ou jalonnée par une série de facteurs. Voilà quelques-uns d'entre eux sans la prétention de faire une hiérarchie, parce que leur importance doit être évaluée en fonction d'interdépendances et de connexions, toujours présentes.

Les directions, les accomplissements et les échecs des programmes nationaux-territoriaux promus par les élites dirigeantes, mais partagés aussi par une grande partie de l'opinion publique. Le seul point de confrontation directe et publique, avec des intermittences et des intensités variables, a été jusqu'en 1940 la Dobroudja. Ce « dossier » présente deux aspects, l'un concernant toute la Dobroudja, l'autre la Dobroudja méridionale.

Le premier aspect vise la décision du Congrès de Berlin, considérée par des hommes politiques et l'historiographie bulgare contraire aux intérêts nationaux de la Bulgarie, mais vue en Roumanie, d'une part, comme un acte de réintégration historique et, d'autre part, comme une possibilité de consolider l'indépendance de l'État par l'obtention de l'accès à la Mer Noire. Les protestations de certaines personnalités de Bucarest de la première partie de l'année 1878 contre l'idée de l'annexion de la Dobroudja, évoquées

constamment par les historiens bulgares, devraient être interprétées surtout comme manifestations de l'opposition à l'égard du principe de «la compensation ou de l'échange» – la Bessarabie méridionale contre la Dobroudja – avancé par la Russie pour cacher la violation de l'engagement de respecter l'intégrité territoriale de la Roumanie assumé par la Convention de transit d'avril 1877. Aucun homme politique responsable de Bucarest d'après 1878 n'a pensé que la Dobroudja ne serait pas *de iure* un territoire roumain; il n'aurait pas accédé ou il ne serait pas resté au pouvoir. Ionel Brătianu, le fils du premier de l'année 1878, a donné sa démission en janvier 1918 envisageant aussi la perspective de la perte de la Dobroudja. À Sofia on pensait autrement; ce fut bien clair pendant l'occupation militaire des années 1916-1918; les clauses du traité de Bucarest (mai 1918), qui instituaient un **condominium** en Dobroudja, ont profondément mécontenté les cercles politiques et militaires bulgares. Même si les autorités officielles de Sofia n'ont plus soulevé le problème de toute la Dobroudja dans la période de l'entre-deux-guerres, sa «libération» a fait partie des objectifs de la lutte et de la propagande de certaines organisations nationalistes ou extrémistes de gauche.

Le deuxième aspect – la Dobroudja méridionale – a ses origines dans les prévisions du Traité de Bucarest (août 1913), le seul document de l'histoire moderne du Sud-Est européen, engageant pratiquement tous les États de la zone, qui ne porte pas la signature d'une Grande Puissance. L'annexion du Cadrilatère a été déterminée par la conception dominante alors à Bucarest; mais aussi dans d'autres chancelleries de la région et au niveau européen, concernant «l'équilibre balkanique», qui s'est toutefois avéré fragile. Nous n'oublions pas cependant qu'en 1913 la Bulgarie vaincue a obtenu l'accès à la Mer Égée par la Thrace occidentale. La réconfirmation à Neuilly (1919) de la frontière de l'année 1914 fut dans la logique du rapport des forces existant alors sur le continent; la solution de ce litige par le Traité de Craiova (1940) fut la conséquence de la même logique, de la modification radicale du rapport de forces existant à la fin de la première guerre mondiale.

La thèse du «révisionnisme pacifique», une vraie théorie du Pr. Ilcho Dimitrov datant de l'année 1983, reprise aussi par d'autres historiens bulgares, est valable partiellement, c'est-à-dire dans des problèmes non-territoriaux (voir l'accord de Salonique – 1938). Même si nous évoquons les possibilités théoriques offertes par l'article 19 du Pacte de la Société des Nations concernant la révision des traités de paix, il ne faut pas perdre de vue que la rétrocession de la Dobroudja méridionale a eu lieu avec le concours immédiat de l'Allemagne et de l'URSS, qui n'étaient plus membres du forum de Genève.

Après l'année 1947 il n'y a plus eu officiellement un différend territorial bilatéral. La solidarité des systèmes communistes de ces deux pays a représenté une caution pour le respect de la décision de Craiova. Il n'est pas moins vrai que dans les années '70, lorsque certaines attitudes du régime de Bucarest dérangaient Moscou, le leader de Sofia a lancé l'idée d'une «intégration organique» de la Bulgarie et de l'URSS; certains analystes l'ont interprété comme une tentative de rouvrir le «dossier» de la Dobroudja. Tels «projets» n'ont pas surgi après l'année 1989.

En ce qui concerne les accomplissements et les échecs des programmes nationaux dans d'autres directions, rappelons-nous que la Roumanie officielle a été favorable à l'Union de la Roumélie Orientale avec le Principauté de Bulgarie de l'année 1885; parce que l'historiographie bulgare ne paraissait pas partager cette opinion, nous avons essayé de démontrer ce fait à la Session du Centenaire, organisée par l'Académie Bulgare des Sciences; notre analyse a reçu un bon accueil de la part des hôtes. Le fait que la guerre déclenchée par la Serbie après l'Union de la Roumélie Orientale, qui a consacré la première grande victoire de l'armée nationale bulgare, s'est conclu par la paix de Bucarest (1886) a mis en relief l'atmosphère de confiance existant entre la Bulgarie et la Roumanie.

N'oublions pas, en égale mesure, qu'un autre succès, toutefois éphémère, du programme national bulgare, celui de l'année 1913 – l'annexion de la Thrace occidentale,

donc l'accès au littoral égéen – a été possible grâce aussi au concours de la Roumanie.

D'autre part, la réalisation de la Grande Roumanie en 1918 a provoqué des craintes à Sofia après la guerre. La création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et pas moins la conclusion de l'alliance politique et militaire roumano-yougoslave (1921) et une certaine solidarité roumano-grecque ont représenté, naturellement, des obstacles sur la voie de la réalisation du programme national de la Bulgarie dans les directions Ouest et Sud par la révision du Traité de Neuilly.

Pendant les années 1940-1944 l'intégrité territoriale de la Roumanie a été gravement amputée – rétablie partiellement par la participation à la campagne militaire sur le front oriental; de sa part, dès le printemps de l'année 1941, la Bulgarie a atteint – toujours d'une manière partielle – certains objectifs nationaux; pour cette période le débat entre sur le terrain de l'«Ordre Nouveau», conçu par le Troisième Reich.

Le temps et le lieu ne permettent pas d'insister sur d'autres facteurs, mais une analyse sérieuse ne devrait pas omettre les implications eues par d'autres repères sur le destin des relations diplomatiques roumano-bulgares.

Le voisinage de la Russie, puis de l'Union Soviétique et de nouveau de la Russie, même s'il est indirect. En exceptant une partie de la première guerre mondiale et la période communiste, bien qu'il soit difficile de généraliser, les élites politiques et intellectuelles roumaines ont été au moins méfiantes à l'égard des projets de la politique balkanique promue à Petersbourg ou à Moscou. En grandes lignes, l'orientation pro-occidentale de la Roumanie a été évidente entre 1878 et la deuxième guerre mondiale et paraît être dominante après 1989. En échange, à l'exception du régime Ștefan

Stambolov, du gouvernement Vasil Radoslavov, pendant la deuxième conflagration mondiale et les décennies communistes – toujours pas de généralisations – la société bulgare a été divisée entre «philorusses» et «russophobes». Les débats aux différents niveaux sont d'actualité sur le thème «La Bulgarie entre la Russie et l'Europe». À ce moment, tant la Roumanie que la Bulgarie sont engagées officiellement sur le chemin de l'intégration euro-atlantique, sans négliger le facteur russe pour des raisons qui ne sont pas pleinement identiques.

Toujours utile serait l'analyse de l'impact de la politique régionale des autres Grandes Puissances – anciennes et actuelles –, des blocs politiques et militaires du passé et du présent, des organisations internationales. De même, le problème des minorités a fréquemment marqué la dynamique des relations diplomatiques. Notre démarche a été fatalement partielle.

En guise de conclusions, quelques exhortations:

1. Les historiens authentiques des deux pays doivent étudier ces 120 ans de relations bilatérales d'une manière méthodique et dans toute leur complexité, pas d'une façon sélective et en campagne; les efforts de coopération ne doivent pas être négligés et on peut imaginer des formules plus concrètes.

2. Les résultats de ces recherches doivent être présents dans les *mass media* pour que l'opinion publique soit à l'abri des «intoxications» des amateurs, soit animés par de bonnes intentions, soit délibérément tendancieux.

3. Les enseignements ne manquent pas et les facteurs de décision de Bucarest et de Sofia ne devraient pas les ignorer; un dialogue systématique entre les hommes politiques et les spécialistes serait bénéfique pour l'avenir des rapports roumano-bulgares.

Repères bibliographiques

- ANČEV, Ștefan, *Dobrudžanskijat vâpros v političeskija život na Bălgarija, 1919-1923 g.* (Le problème de la Dobroudja dans la vie politique de la Bulgarie, 1918-1923), Veliko Tîrnovo, 1994, 325 p.
- Bălgarite v Rumânija, XVII-XX v. Dokumenti i materialii* (Les Bulgares de Roumanie, XVIIe-XXe siècles. Documents et matériaux). Săstaviteli: Maksim MLADENOV, Nikolai ŽEČEV, Blagovest NJAGULOV, Sofia, Akademično Izdatelstvo «Marin Drinov», 1994, 420 p.
- IODAN, Constantin, "Interesul național" în Bulgaria actuală: politică și istoriografie ("L'intérêt national" dans la Bulgarie actuelle: politique et historiographie), dans "Sud-Estul și contextul european. Buletin", București, IX, 1998, p.149-167.
- Izvori za istorijata na Dobrudža* (Sources sur l'histoire de la Dobroudja). T. 1, 1878-1919. Săstaviteli: Jeko POPOV, Kosjo PENČIKOV, Petăr TODOROV, Sofia, Izdatelstvo na B.A.N., 1992, 545p; T. 2, 1919-1941. Săstaviteli: Petăr TODOROV, Kosjo PENČIKOV, Marin CUCOV, Stela IZVORSKA, Antonina KUZMANOVA, Sofia, Izdatelstvo na B.A.N., 1993, 506 p.
- Kratka istorija na Dobrudža* (Brève histoire de la Dobroudja). Săstavitelstvo i obšta redakcija: Velko TONEV, Iordan ZARCEV, Varna, Knigoizdatelstvo «Gheorghi Bakalov», 1984, 439 p.
- KUZMANOVA, Antonina, *Ot Njoj do Krajova. Vâprosăt za Južna Dobrudža v meždunarodnite otnošenija (1919-1940)* (De Neuilly à Craiova. Le problème de la Dobroudja méridionale dans les relations internationales, 1919-1940), Sofia, Nauka i Izkustvo, 1989, 307 p.
- MATEEVA, Marija, TEPAVIČAROV, Hristo, *Diplomatičeski otnošenija na Bălgarija, 1878-1988* (Les relations diplomatiques de la Bulgarie, 1878-1988), Sofia, Izdatelstvo na B.A.N., 1989, 419 p.
- NJAGULOV, Blagovest, *Banatskite bălgari. Istorijata na edna malcinstvena obštност vâv vremeto na nacionalnite dâržavi* (Les Bulgares de Banat. L'histoire d'une communauté minoritaire pendant les États nationaux), Sofia, PARADIGMA, 1999, 366 p.
- PANAİOTOV, Gheorghî, *Političeskite otnošenija meždû Bălgarija i Rumânija prez godinite na Vtorata svetovna vojna, 1939-1944* (Les relations politiques entre la Bulgarie et la Roumanie pendant la Deuxième Guerre Mondiale, 1939-1944). Disertacija, Sofia, 1986.
- POPOV, Jeko, *Bălgarite v Severna Dobrudža, 1878-1913* (Les Bulgares de la Dobroudja septentrionale, 1878-1913), Sofia, Izdatelstka kăšta «Ivan Vazov», 1993, 535 p.
- Idem, *Bălgarskijat nacionalen vâpros v bălgaro-rumănskite otnošenija, 1878-1902* (Le problème national bulgare dans les relations bulgaro-roumaines, 1878-1902), Sofia, IK Mediakom, 1994, 566 p.
- SIRKOV, Dimităr, *Vănšnata politika na Bălgarija, 1938-1941*, (La politique étrangère de la Bulgarie, 1938-1941), Sofia, Nauka i Izkustvo, 1979, 343 p.
- STATELOVA, Elena, POPOV, Radoslav, TANKOVA, Vasilka, *Istorija na bălgarskata diplomacija, 1879-1913* (L'histoire de la diplomatie bulgare, 1879-1913), Sofia, 1994, 503 p.
- VELICHI, Constantin C., Sofia, dans «Reprezentanțele diplomatice ale României» (Les représentances diplomatiques de la Roumanie), vol. I, 1859-1917, București, 1967.
- ZBUCHEA, Gheorghe, *România și războaiele balcanice, 1912-1913. Pagini de istorie sud-est europeană* (La Roumanie et les guerres balkaniques, 1912-1913. Pages d'histoire sud-est européenne), București, Albatros, 1999, 456 p.